



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Carsat

Question au Gouvernement n° 2628

Texte de la question

VERSEMENT DES PENSIONS DE RETRAITE ET DE RÉVERSION PAR LA CARSAT

M. le président. La parole est à M. Gérard Darmanin, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Gérard Darmanin. Monsieur le Premier ministre, du fait de décisions et d'une organisation absurdes de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail dans le Nord-Pas-de-Calais et en Picardie, des milliers de retraités ne touchent plus leur pension de réversion, des milliers de retraités ne touchent plus leur pension de retraite, des milliers de retraités ne savent pas comment s'acheter à manger. Après avoir été interpellée pendant plusieurs mois par Xavier Bertrand en Picardie, par Bernard Gérard et moi-même en Nord-Pas-de-Calais, mais aussi par des députés et sénateurs communistes, Mme la ministre Marisol Touraine a décidé une mission d'inspection. Mais ce n'est pas une mission d'inspection que les retraités veulent, c'est l'argent de la retraite à laquelle ils ont droit après des années et des années de travail ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Nicolas Dupont-Aignan. Très bien !

M. Gérard Darmanin. Dans la presse locale, 4 000 personnes disent leur mécontentement. Ce n'est pas l'UMP ou le parti communiste qui le disent, c'est Nicole, qui est venue voir un parlementaire dans sa permanence et qui en a parlé dans la presse locale, parce qu'elle ne touche plus la pension de réversion de son mari et qu'elle ne sait pas comment payer son loyer social, c'est Maryse, qui, après quarante ans de travail, est obligée de reporter de plusieurs mois son départ en retraite parce que l'État abandonne sa caisse de retraite. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Ce sont aussi, même si vous pouvez en sourire au banc du Gouvernement, ces gens qui ne savent pas comment payer leur loyer, comment payer l'éducation de leurs enfants et à qui on répond, quand ils appellent la CARSAT au téléphone, qu'ils devront attendre des semaines et des mois avant de toucher leur pension. Alors, monsieur le Premier ministre, que comptez-vous faire pour rendre leur argent à ces retraités qui le méritent ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Pierre Lellouche. Elle est où, la ministre des affaires sociales ?

Mme Claude Greff. Elle est déjà partie ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur Darmanin, demain, une autre question sera posée sur ce sujet, et Marisol Touraine aura l'occasion de répondre sur le fond.

Mme Claude Greff. Qu'elle le fasse maintenant !

M. Manuel Valls, Premier ministre . La seule chose que je puis vous dire, c'est qu'effectivement le Gouvernement répondra à la détresse de ces personnes, ...

M. Guy Geoffroy. Il serait temps !

M. Manuel Valls, Premier ministreparce que nous devons y être attentifs, en donnant davantage de moyens.

Vous l'avez compris, monsieur Darmanin, si je vous réponds, c'est à la suite des propos que vous avez tenus ce matin, une nouvelle fois, à propos de la garde des sceaux, même si vous ne l'avez pas fait dans cet hémicycle. *(Protestations sur les bancs du groupe UMP.)* Vous avez en effet parlé d'elle comme d'un tract permanent en faveur du Front national, et ces propos venaient après ceux qui ont été tenus par le président de votre formation politique, assimilant une nouvelle fois le Front national au Parti socialiste, abandonnant toute notion de la différence entre ceux qui s'opposent aux valeurs de la République et ceux qui les défendent, qui ont toujours fait le choix de la République et de ses valeurs – comme en 2002, quand il s'est agi de choisir entre Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen, et comme chaque fois que le camp des républicains de gauche a eu à choisir ! *(Applaudissements prolongés sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP, dont les membres se lèvent.)*

Jamais nous n'avons tenu des propos comparables à ceux que vous avez tenus ! Jamais nous n'avons traité ainsi un garde des sceaux – qui occupe une fonction particulière dans un gouvernement. Alors, je vous le dis, monsieur Darmanin, les yeux dans les yeux : ni la jeunesse, ni la campagne électorale, ni le combat politique ne doivent vous permettre de tenir de tels propos, et nous ne le permettrons jamais. *(Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP. – Huées et claquements de pupitre sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Gérald Darmanin](#)

Circonscription : Nord (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2628

Rubrique : Sécurité sociale

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 mars 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [4 mars 2015](#)